

## Approche économique des territoires Économie résidentielle en Basse-Normandie DREAL Basse-Normandie - 2012

### CONTEXTE DE L'ÉTUDE

**Date de publication** : juillet 2012

**Auteurs** : CETE Normandie Centre et CETE de l'Ouest (Contact : Pierre Nouailles au Cerema Ouest)

**Maître d'ouvrage de la démarche** : DREAL Basse-Normandie

**Territoire concerné** : Basse-Normandie (échelle des cantons)

**Enjeux et objectifs de l'étude** : Il s'agit de définir et caractériser le concept d'économie résidentielle en Basse-Normandie, autrement dit d'établir les interrelations entre l'assiette présenteielle et les emplois induits sur le territoire. Courant 2010, le CETE de l'Ouest a mené une première étude visant à analyser le poids de la fonction résidentielle dans les systèmes socio-économiques bas normands à l'échelle des cantons. Cette étude a été déclinée et confrontée à trois territoires bas-normands que sont le Granvillais, le pays du Sud Calvados et le Perche Ornais.

En parallèle, la DREAL Basse Normandie a souhaité engager une réflexion complémentaire susceptible d'aboutir à la construction d'une typologie des cantons de la région Basse-Normandie reposant sur leur orientation économique.

**Commentaire** : Ce document est le document final de l'étude. Il rend compte à la fois des travaux menés dans le Granvillais, la réflexion complémentaire sur les deux autres territoires bas-normands ainsi que la classification des cantons de la région. Cette articulation entre les phases d'investigation et la mise en œuvre de la classification constitue la valeur ajoutée de cette étude.

**Annexes** : tableau des indicateurs utilisés pour observer l'économie résidentielle, carte de la typologie des orientations économique des cantons bas-normands réalisée pour la DREAL Basse-Normandie.

### MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

La méthode s'appuie sur la théorie économique des bases<sup>1</sup> (ou des sphères selon l'INSEE). Cette approche fonde ses observations de développement économique sur l'existence de deux secteurs majeurs :

- *le secteur basique* : il désigne l'ensemble des revenus provenant de l'extérieur du territoire, comme des produits manufacturés sur le territoire mais vendus à l'extérieur (exportés), de même pour des services, ou encore des revenus venant d'aides sociales ou de l'État. En somme, pour identifier le secteur basique, on répond à la question « d'où vient l'argent ? », afin d'identifier les sources exogènes ;
- *le secteur domestique* : il correspond aux revenus des activités induites sur le territoire, stimulées par les flux monétaires provenant du secteur basique, et répondant généralement à un besoin local et quotidien de la population résidente. En somme, il répond à la question « à quoi sert l'argent sur le territoire ? ». On pense notamment aux revenus des boulangers, des coiffeurs, des notaires, des médecins, restaurateurs, ...

Ce travail utilise un protocole d'analyse développé au début des années 2000 par Laurent Davezies, qui identifie 4 sous-secteurs du secteur basique :

- la « base productive privée » : ensemble des revenus perçus par des personnes exerçant sur le territoire, pour des activités productives considérées exportatrices ;
- la « base publique » : ensemble des revenus des fonctionnaires d'État et du domaine hospitalier, ainsi que d'une partie des revenus de la fonction publique territoriale ;

<sup>1</sup> L'INSEE identifie également 2 sphères : la sphère présenteielle, qui correspondrait aux activités du secteur domestique, et la sphère productive désignant les activités du territoire tournées majoritairement vers l'extérieur. Pour plus d'information, <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1886>.

- la « base sociale » : ensemble des prestations sociales perçues par les habitants du territoire ;
- la « **base résidentielle** » : ensemble des revenus des personnes résidant (temporairement ou non) sur le territoire mais n'y travaillant pas. Autrement dit, les revenus des actifs employés hors du territoire, les pensions de retraite et la part des revenus des touristes dépensée localement.

→ Cette méthodologie a été adaptée à l'économie territoriale par Pierre Nouailles qui définit l'assiette présenteielle comme l'ensemble des personnes touchant des revenus de la base résidentielle, en soustrayant l'estimation de l'absence de ces personnes sur le territoire, mais en y ajoutant également l'estimation des personnes présentes sur le périmètre parce qu'elles y travaillent, qu'elles soient résidentes (et qui sont donc dans les emplois induits) ou non. Cette adaptation tient compte du fait que les actifs sont généralement susceptibles de dédier une part de leurs revenus à la consommation sur le territoire du lieu de travail, influant directement sur les emplois induits.

C'est cette assiette présenteielle qui a fait l'objet d'analyses approfondies sur trois territoires spécifiques (Granvillais, Pays du Perche Ornaïs, Pays Sud Calvados) pour constituer une synthèse globale à l'échelle de la Basse-Normandie, afin de caractériser l'économie résidentielle.

## RÉSUMÉ DE L'ANALYSE

### ◆ *L'économie résidentielle : de quoi s'agit-il ? Comment l'étudier ?*

Cette première partie réinterroge la notion d'économie résidentielle depuis une définition générale pour la transposer aux spécificités des territoires bas-normands. La redéfinition des bases économiques est au cœur du sujet, c'est-à-dire à partir de quels indicateurs l'on constitue une base résidentielle. Le choix de ceux-ci peut être en effet fluctuant en fonction des analyses ou des territoires observés. Ainsi, les sphères résidentielles développées par l'INSEE ne recourent pas exactement les conceptions portées par certaines études économiques. Les mécanismes complexes de transferts territoriaux peuvent faire basculer certains indicateurs d'une base à une autre selon les territoires. La question de l'échelle est aussi importante. En effet, pour un périmètre assez restreint, la commune par exemple, certains indicateurs intégrés aux bases résidentielles ne le seront pas à des échelles régionales.

### ◆ *L'économie résidentielle dans 3 territoires bas-normands*

#### Résultats pour le Granvillais

L'étude générale de 2010 a fait l'objet d'un approfondissement sur le secteur de Granville afin de confronter les résultats statistiques à l'analyse que peuvent faire certains acteurs locaux, du phénomène des bases économiques résidentielles dans l'économie locale. Sont retenus comme **enjeux** pour caractériser les bases résidentielles :

1. Les pics de fréquentation touristique ;
2. L'attractivité résidentielle (mutation des usages agricoles vers des usages résidentiels) ;
3. Vieillesse rapide de la population ;
4. Maîtrise par les acteurs publics de l'évolution démographique et en particulier le renouvellement de la population active ;
5. Mode de développement endogène (par exemple : développer des activités productives et moins saisonnières).

#### Résultats pour le pays du Sud-Calvados

Intéressée par la démarche, la DDTM du Calvados a souhaité transposer la méthode d'investigation sur le territoire du Pays Sud Calvados à l'occasion de la préparation de 2 SCoT sur ce territoire. Les enjeux mis en avant, qui permettent d'affiner le choix des indicateurs économiques, tendent à montrer :

1. Une forte dépendance socio-économique (développement de type périurbain) et une faible induction résidentielle : autrement dit, il y a peu d'activité générée par la base résidentielle, on parle par exemple d'évasion commerciale. C'est-à-dire que globalement, les personnes qui habitent sur le territoire mais n'y travaillent pas ne consomment pas non plus sur ce territoire ;
2. Le potentiel de l'induction résidentielle demeure cependant important (pour impulser par exemple, la création de commerces et de services aux ménages).

#### Résultats pour le Perche Ornaïs

La théorie des bases considère que la base résidentielle pèse favorablement dans le développement économique. Néanmoins, l'analyse de l'influence de cette base sur l'économie locale implique la prise de conscience des acteurs locaux

d'un certain nombre d'enjeux sur leur territoire :

1. L'évolution progressive de la population avec ses conséquences sur le marché de l'habitat : tensions entre offre et demande, disparités sociales, ... ;
2. L'attractivité résidentielle du Perche Ornaïs (notamment auprès de l'Île-de-France) ;
3. Le développement de la base résidentielle pourrait avoir des retombées favorables (hors activités induites du commerce) sur l'ensemble du secteur basique, sans que ces mécanismes soient clairement identifiés ni dissociés de l'économie inductive. Par exemple, il peut être observé un effet démultiplicateur pour la base publique avec l'ouverture d'une classe d'école.

◆ *Les enjeux attachés au développement de l'économie résidentielle selon les profils territoriaux régionaux*

L'étude engagée par la DREAL Normandie a mené à un classement des cantons bas-normands en 5 familles distinctes :

1. Les **cantons pôles d'emplois et de consommation**, rayonnant sur leur espace d'influence et à très forte densité d'emplois induits ;
2. Les **cantons périurbains**, alimentés en revenus d'activité élevés et à forte dynamique de créations d'emplois induits ;
3. Les **cantons en voie de périurbanisation**, à forte évacuation commerciale et très faible densité d'emplois induits résidentiels ;
4. Les **cantons vieillissants**, en déprise et à revenus faibles, avec une offre commerciale et de services de base encore présente mais en difficulté ;
5. Les **cantons touristiques** et de villégiature, largement irrigués en revenus résidentiels et touristiques, mais ayant un effet d'entraînement sur l'emploi induit limité.

## À RETENIR

Cette étude s'intéresse uniquement à l'assiette résidentielle et à son impact potentiel sur le développement économique local, donc son inter-relation avec le secteur domestique. Sur le plan des résultats, quatre éléments majeurs ressortent :

- Les personnes disposant de revenus résidentiels (issus de la base résidentielle) constituent souvent une part importante de la population des cantons bas-normands, confirmant la poursuite du phénomène de dissociation entre lieux d'emploi et lieux de résidence à l'échelle infra-départementale, ainsi que le vieillissement de la population ou encore le potentiel touristique de certains territoires. Dans le même temps, l'étude souligne ainsi les variations importantes dans la structure des revenus résidentiels d'un canton à l'autre (cf. carte annexe du classement des cantons en 5 catégories).
- Ces populations « inactives localement » ont un rôle généralement favorable sur les dynamiques socio-démographiques au sens où leurs revenus contribuent largement à l'enrichissement des territoires et au renforcement de leur croissance démographique (exemples emblématiques : Deauville ou Bagnoles-de-l'Orne).
- La densité d'emplois dans les commerces et services aux ménages ne dépend pas de manière mécanique du volume de revenus irriguant les territoires. L'étude invite donc à rester prudent quant à la nature et l'intensité des liens à attendre entre origine des revenus, consommation et emplois induits. Autrement dit, il semblerait que les territoires bas-normands pourraient mieux valoriser ces flux monétaires exogènes pour les transformer en emplois induits.
- Au-delà de ces impacts directement mesurables, l'analyse et la définition de la fonction résidentielle des territoires développées dans cette étude tendent à renforcer le constat « d'inter-dépendance » des territoires à l'échelle infra-départementale. Ainsi, les coopérations entre territoires semblent essentielles pour répondre aux enjeux de développement économique au niveau local.

*D'autres prismes pourraient être adaptés pour conduire le même type d'étude, par exemple celui de l'économie sociale et solidaire, avec la difficulté de tenter de « mesurer » des phénomènes non systématiquement monétarisables ou quantifiables. Néanmoins, bien que particulièrement intéressante, la méthode développée est complexe et exigeante ce qui limite sa reproductibilité.*

Auteurs : Julien Lecointre, [julien.lecointre@cerema.fr](mailto:julien.lecointre@cerema.fr)

Nathalie Léglise, [nathalie.leglise@cerema.fr](mailto:nathalie.leglise@cerema.fr)

Contact : Cerema Normandie-Centre – DADT/TPM - Tél : 02 35 68 82 29 – [dadt.dternc@cerema.fr](mailto:dadt.dternc@cerema.fr)

Février 2018

**Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement**

Cerema Normandie-Centre - 10 chemin de la Poudrière - CS 90245 F - 76121 Le Grand-Quevilly cedex - Tél : +33 (0)2 35 68 81 00

Cité des mobilités - 25, avenue François Mitterrand - CS 92803 F - 69674 Bron Cedex - Tél : +33 (0)4 72 14 30 30 [www.cerema.fr](http://www.cerema.fr)

| Indicateur   | Source  | Année       |   |             |
|--|---|-------------|---|-------------|
| Écart entre le revenu moyen local et le revenu moyen national (province) imputable aux traitements et salaires       | CETE Ouest,<br>d'après INSEE-<br>DGfIP                    | 2009        |   |             |
| Écart entre le revenu moyen local et le revenu moyen national (province) imputable aux pensions, retraites et rentes |   |             |   |             |
| Retraités pour 100 hab.  |   |             |   |             |
| Solde touristique net pour 100 hab.  | CETE Ouest,<br>d'après INSEE                              |             |   |             |
| Actifs sortant pour 100 hab.   |   |             |   |             |
| Taux d'induction   |   |             |   |             |
| Part de l'offre marchande dans la capacité d'accueil touristique totale  |   |             |   |             |
| Solde net des entrées-sorties chez les 3059 ans (pour 1000 hab. en 1999)   |   |             |   |             |
| Solde net des entrées-sorties chez les plus de 60 ans (pour 1000 hab. en 1999)                                       |   |             |   |             |
| Assiette productive pour 100 hab.  |   |             | CETE Ouest,<br>d'après INSEE,<br>UNISTATIS-Pôle<br>Emploi | 2008        |
| Assiette publique pour 100 hab.  |   |             |   |             |
| Assiette publique pour 100 hab.  |   |             |   |             |
| Emplois induits pour 100 hab.  |   |             |   |             |
| Evolution annuelle de la population  | CETE Ouest,<br>d'après INSEE                              |             |   |             |
| Contribution du solde naturel à l'évolution de la population   |   |             |   |             |
| Contribution du solde migratoire à l'évolution de la population  |   |             |   |             |
| Part des résidences secondaires dans le parc de logements  |   |             |   |             |
| Evolution du nombre d'emplois (% / an)   |   | 1999 / 2008 |   |             |
| Emplois Productifs (Nbre pr 100 hab.)  | CETE Ouest,<br>d'après INSEE,<br>UNISTATIS-Pôle<br>Emploi | 2009        |   |             |
| Emplois Bâtiment, construction (Nbre pour 100 hab.)  |   |             |   |             |
| Emplois Grande distribution (Nbre pour 100 hab.)   |   |             |   |             |
| Emplois Commerces de détail alimentaire (Nbre pour 100 hab.)   |   |             |   |             |
| Emplois Commerces de détail non alimentaire (Nbre pour 100 hab.)   |   |             |   |             |
| Emplois Tourisme, loisir (Nbre pour 100 hab.)  |   |             |   |             |
| Emplois Activités d'assurance, banque, immobilier (Nbre pour 100 hab.)   |   |             |   |             |
| Emplois Activités médicales et médico-sociales (Nbre pour 100 hab.)  |   |             |   |             |
| Emplois Administration, enseignement (Nbre pour 100 hab.)  |   |             |   |             |
| Emplois Autres emplois induits (Nbre pour 100 hab.)  |   |             |   |             |
| Evol. emplois Productifs (% / an)  |   |             |   | 2001 / 2009 |
| Evol. emplois Bâtiment, construction (% / an)  |   |             |   |             |
| Evol. emplois Grande distribution (% / an)   |   |             |   |             |
| Evol. emplois Commerces de détail alimentaire (% / an)   |   |             |   |             |
| Evol. emplois Commerces de détail non alimentaire (% / an)   |   |             |   |             |
| Evol. emplois Tourisme, loisir (% / an)  |   |             |   |             |
| Evol. emplois Activités d'assurance, banque, immobilier (% / an)   |   |             |   |             |
| Evol. emplois Activités médicales et médico-sociales (% / an)  |   |             |   |             |
| Evol. emplois Administration, enseignement (% / an)  |   |             |   |             |
| Evol. emplois Autres emplois induits (% / an)  |   |             |   |             |

| Indicateur  | Source | Année |
|---|--------|-------|
| Evol. emplois total (% / an)  |        |       |
| Evolution du revenu fiscal moyen des ménages (€ constants)  |        |       |
| Contribution des salaires à l'évolution du revenu fiscal moyen des ménages (€ constants)                    |        |       |
| Contribution des pensions, retraites, rentes à l'évolution du revenu fiscal moyen des ménages (€ constants) |        |       |
| Contribution des bénéfices à l'évolution du revenu fiscal moyen des ménages (€ constants)                   |        |       |
| Contribution des autres revenus à l'évolution du revenu fiscal moyen des ménages (€ constants)              |        |       |

